La prison militaire américaine de Guantanamo, une base d'injustice et d'abus

Washington, 23 février (RHC) Alors qu'il semblait impossible que le gouvernement américain puisse jeter plus d'ignominie sur la base navale illégalement occupée de la Bai de Guantánamo , à Cuba, l'enclave est également devenue un centre de torture.

Vingt-et-un an après que le président George W. Bush (2001-2009) y a ouvert une prison, et treize ans après la signature d'un décret de démantèlement par le président de l'époque, Barack Obama (2009-2017), plus de 150 organisations aux États-Unis demandent la fermeture de l'établissement déjà tristement célèbre pour ses nombreux et terribles abus contre les prisonniers.

Un récent éditorial du Washington Post estime que "son existence expose les États-Unis à des accusations d'hypocrisie en matière de droits de l'homme, suggérant que la promotion de la liberté et de la démocratie à l'étranger par la nation est un prétexte cynique pour s'engager dans un interventionnisme mondial intéressé".

La honte nationale, comme l'article appelle la prison, a servi depuis 2002 de centre de détention pour 779 hommes et garçons, dont beaucoup ont subi des atrocités et qui ont presque tous été privés d'une accusation ou de poursuites officielles.

Majid Khan, un ancien aviateur torturé et réinstallé au Belize au début du mois, a par exemple révélé avoir été battu, abusé sexuellement et agressé de diverses manières, allant de la privation de sommeil au gavage et à l'hydratation rectale forcée.

Selon le colonel de l'armée à la retraite Lawrence Wilkerson, qui a été chef de cabinet du secrétaire d'État Colin Powell de l'ère Bush, l'ancien président, son vice-président Dick Cheney et le secrétaire à la défense Donald Rumsfeld savaient tous que la plupart des prisonniers étaient innocents, mais les ont maintenus en détention pour des raisons politiques.

Même Ted Olson, l'ancien procureur général des États-Unis sous l'administration de George W. Bush, qui s'est opposé aux droits juridiques fondamentaux des détenus et a défendu leur détention indéfinie, a fait il y a quelques jours un aveu que beaucoup de gens soupçonnaient déjà.

Les commissions militaires de Guantánamo ne fonctionnent pas et devraient être fermées, et le gouvernement devrait parvenir à un accord avec les personnes accusées d'avoir participé aux attentats du 11 septembre 2001 contre les États-Unis, a-t-il écrit dans le Wall Street Journal.

Il a admis que les personnes emprisonnées n'avaient pas droit aux protections prévues par les conventions de Genève, ne pouvaient pas se prévaloir des lois américaines et n'étaient pas autorisées à se défendre devant les tribunaux américains, car, a-t-il dit, les hommes, et aussi les enfants emprisonnés, étaient des "terroristes apatrides".

"Depuis 20 ans que ce calvaire a commencé, pas même un procès n'a commencé", a-t-il déclaré.

Selon Baher Azmy, directeur juridique du Centre américain pour les droits constitutionnels, la récente libération de Khan devrait constituer une étape vers la fermeture définitive de la prison de Guantánamo, où il reste encore plus de 30 détenus.

Les hommes qui y croupissent et dont la libération a été autorisée devraient être transférés ; la détention indéfinie est un anathème pour une société juste, a-t-il ajouté.

L'éditorial du Washington Post, quant à lui, estime que Guantánamo finira par cesser de fonctionner, ne serait-ce que parce que ses habitants mourront.

"Neuf personnes sont déjà mortes là-bas. C'est essentiellement la stratégie de fermeture que poursuit la nation, engageant le pays vers de nouvelles décennies de condamnation et de honte", a-t-il commenté.

L’installation forcée par les États-Unis de la base navale de Guantánamo en 1903 s'est faite sous la menace d'une intervention militaire sur l'île et est considérée comme illégale par les experts à la lumière de la Déclaration des Nations unies sur la coercition militaire, politique ou économique dans la conclusion des traités.

Depuis le triomphe de la Révolution cubaine en 1959, la base a été le point de départ d'actions provocatrices entraînant la mort de combattants et de travailleurs, tandis que les États-Unis ont fait la sourde oreille au droit légitime de Cuba sur ce territoire.

Malgré sa naissance ignominieuse et son histoire tragique, les événements qui s'y sont déroulés au cours des deux dernières décennies confirment que les plus grandes injustices peuvent encore y trouver refuge. (Source Prensa Latina)

https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/314663-la-prison-militaire-americaine-de-guantanamo-une-base-dinjustice-et-dabus

Radio Habana Cuba